

**RAPPORT N° 2024/6-26  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 12 décembre 2024**

**OBJET : INSTAURATION D'ASTREINTES POUR LA GESTION DE LA SAISON CYCLONIQUE**

Par délibération 2015/6-03 du 24 septembre 2015, le Bureau de la Communauté a adopté l'instauration d'astreintes pour les services de la CINOR. Il convient à présent de compléter le dispositif existant afin de prendre en compte les événements climatiques en période cyclonique et au cours desquels certains agents de la collectivité peuvent être amené à intervenir pour assurer un fonctionnement optimal du service public.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte ou, à défaut, donner lieu à un repos compensateur sous certaines conditions.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Par conséquent, il vous est proposé d'instaurer le régime des astreintes pour gestion de la saison cyclonique selon le dispositif suivant :

1/ Les astreintes auront lieu en alerte rouge et alerte violette, ainsi que pendant la période d'éloignement du météore en fin de phase d'alerte rouge (si pas de passage en alerte violette) et en phase de sauvegarde cyclonique (alerte rouge faisant suite à alerte violette)

2/ Le personnel concerné est le suivant :

a) Pendant les phases d'alerte rouge et violette :

- La cellule de coordination présidée par le Président de la CINOR ou son délégué et composée des membres suivants :
  - i. Le directeur de cabinet
  - ii. Les membres du CODIR
  - iii. Le directeur de la communication
  - iv. Leurs suppléants si besoin de relève ou indisponibilité de certains membres

b) Pendant les phases d'éloignement du météore [fin de phase d'alerte rouge (si pas de passage en alerte violette) et phase de sauvegarde cyclonique (alerte rouge faisant suite à alerte violette)]

- Les directeurs suivants ou leur représentants (Directeur de la Maitrise d'Ouvrage, Directeur des mobilités, Directeur des Travaux du Cycle de l'Eau, Directeur de l'Eau, Directrice de l'Assainissement, Directrice de la GEMAPI/EPU, Co-directeurs de l'Environnement et du Cadre de Vie, Directeur des Moyens internes, Directrice des Affaires Culturelles, Sportives et Funéraires, Directeur des Systèmes d'Information, Directeur des Ressources Humaines).
- Les responsables des établissements CINOR décentralisés (Cimetière Intercommunal de Bois Rouge, Médiathèque Intercommunale Aimé Césaire, Bibliothèque Intercommunale Alain Peters, Bibliothèque Intercommunale Alain Lorraine, future Médiathèque Intercommunale Princesse Niama, Ecole de Musique Intercommunale de Beauséjour, Stade en Eaux Vives Intercommunal)

- Les agents techniques ou administratifs des services opérationnels (Direction de la Maîtrise d'Ouvrage, Direction des mobilités, Direction des Travaux du Cycle de l'Eau, Direction de l'Eau, Direction de l'Assainissement, Direction de la GEMAPI/EPU, Direction de l'Environnement et du Cadre de Vie, Direction des Moyens Internes, Direction des Affaires Culturelles, Sportives et Funéraires, Direction des Systèmes Informatiques, Direction des Ressources Humaines) et établissements CINOR décentralisés (Cimetière Intercommunal de Bois Rouge, Médiathèque Intercommunale Aimé Césaire, Bibliothèque Intercommunale Alain Peters, Bibliothèque Intercommunale Alain Lorraine, future Médiathèque Intercommunale Princesse Nياما, Ecole de Musique Intercommunale de Beauséjour, Stade en Eaux Vives Intercommunal) à identifier par les directeurs et DGA et qui pourront être mobilisés en fonction des besoins.

3/ Les missions concernées sont les suivantes :

- Missions d'état des lieux
- Missions de diagnostic et préparation des interventions de remise en états sur les voiries, les réseaux et sur les équipements gérés par la CINOR avant la levée des alertes pour reprise des activités et ouverture au public des équipements.
- Le cas échéant se rendre sur les différents lieux de PC ORSEC (communaux et préfecture).

4/ Modalité de déclenchement des astreintes

Dès la phase de pré-alerte, les Directeurs et/ou DGAS informeront les agents concernés par le dispositif d'astreintes. Puis, Ils confirmeront à ces agents par tout moyen approprié et écrit (note, courriel) qu'ils seront bien concernés par le dispositif d'astreinte.

5/ Les astreintes pour la gestion de la saison cyclonique sont régies par la délibération n° 2015/6-03 du Bureau de la Communauté du 24 septembre 2015 au titre des astreintes de sécurité pour les personnels de la filière technique et au titre des dispositions prévues par cette même délibération pour les personnels des filières autres que la filière technique.

Les heures d'intervention effectuées par l'agent sont également régies dans les conditions définies par la délibération 2015/6-03 du 24 septembre 2015, selon qu'il s'agit de personnels de la filière technique ou de personnels de filières autres que technique et selon qu'il s'agit d'agents éligibles ou non aux IHTS.

Il convient toutefois de compléter la délibération précitée, en rajoutant aux indemnités et compensations existantes pour les astreintes et les interventions, celles spécifiques à la gestion d'un phénomène cyclonique, qui n'étaient pas prévues par cette délibération, puisqu'une alerte rouge peut être déclenchée à tout moment y compris pendant les heures normales de travail et pendant les jours ouvrés.

Aussi

- Pour les agents de la filière technique :

Concernant les indemnités, les agents concernés sont ceux appelés au titre des astreintes de sécurité lors d'événements cycloniques :

PERIODE D'ASTREINTE DE SECURITE	MONTANT
<b>Pour événement cyclonique</b>	
Semaine complète	149,48 €
Nuit (*)	10,05 €
Samedi ou journée de récupération	34,85 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €
Week End, du vendredi soir au lundi matin	109,28 €
1 Jour ouvré (lundi au vendredi)	34,85 €
(*) Le taux est de 8,08 € dans le cas d'une astreinte fractionnée inférieure à 10 heures	

L'indemnisation horaire des **interventions** effectuées pendant les périodes d'astreintes pour événement cyclonique, versée aux agents non éligibles au bénéfice des IHTS est de :

- 16 € / heure pour une intervention effectuée un jour de semaine
- 22 € / heure pour une intervention effectuée une nuit, un samedi, un dimanche ou un jour férié

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-26-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024

- Pour les agents ne relevant pas de la filière technique :

<b>Indemnité d'astreinte pour événement cyclonique</b>		
	Indemnisation	Compensation
Semaine complète	121 €	1,5 jours
Du lundi matin au vendredi soir	45 €	0,5 jour
Du vendredi soir au lundi matin	76 €	1 jour
Une nuit de semaine	10 €	2 heures
Un jour de week-end ou un jour férié	18 €	0,5 jour
Une nuit de week-end	18 €	0,5 jour
1 Jour ouvré (du lundi au vendredi)	18 €	0,5 jour

<b>Intervention pendant l'astreinte pour événement cyclonique</b>		
	Indemnisation	Compensation
Entre 18 h et 22 heures et le samedi entre 7 h et 22 heures	11 € / heure	110 % du temps d'intervention
Entre 22 h et 7 heures et dimanche et jours fériés	22 € / heure	125 % du temps d'intervention
Entre 7 h et 18 heures	11 € / heure	110 % du temps d'intervention

Les membres de la cellule de coordination, ainsi que les directeurs.ices concerné.es par le dispositif « événement cyclonique » ne bénéficieront pas d'indemnités pour les astreintes et les interventions, car déjà pris en charge au titre de leur régime indemnitaire. Ils pourront bénéficier cependant de jours de compensation tels que prévus à la délibération 2015/6-03 du 24 septembre 2015.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget principal / section de fonctionnement.

Sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du comité social territorial, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir approuver :

- Approuver l'instauration d'astreintes pour la gestion de la saison cyclonique selon le dispositif indiqué au présent rapport
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches liées à l'exécution de la présente.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCE**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-26-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**DECISION N° 2024/6-26  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 12 décembre 2024**

**OBJET : INSTAURATION D'ASTREINTES POUR LA GESTION DE LA SAISON CYCLONIQUE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Vu les dispositions du code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la décision 2022/2-37 du bureau de la Communauté du 08/04/2022 ;

Vu la décision 2023/2-14 du bureau de la Communauté du 05/04/2023 ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-26-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 27 novembre 2024 ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/6-26 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'instauration d'astreintes pour la gestion de la saison cyclonique selon le dispositif indiqué au rapport

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches liées à l'exécution de la présente.

Nombre de votants : 15  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **12 3 DEC 2024**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-26-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024